



MENTAL HEALTH EUROPE – SANTE MENTALE EUROPE aisbl
Boulevard Clovis 7, B-1000 Bruxelles
Tél +32 2 280 04 68 - Fax +32 2 280 16 04
E-Mail: info@mhe-sme.org
www.mhe-sme.org

Contribution de Santé Mentale Europe à la consultation de la
Commission européenne:

Réformer le budget, changer l'Europe

**Une consultation publique en vue du réexamen du
budget 2008/2009**

avril 2008

Contribution de SME à la consultation de la CE sur
Réformer le budget, changer l'Europe

A propos de Santé Mentale Europe

Santé Mentale Europe (SME) est une organisation non gouvernementale (ONG) européenne et un réseau oeuvrant en faveur de la promotion de la santé mentale et du bien-être, la prévention des troubles mentaux, l'amélioration des soins, le plaidoyer pour l'inclusion sociale et la protection des droits de l'homme des personnes ayant des problèmes de santé mentale ainsi que leurs familles et leurs soignants.

SME a obtenu en droit belge le statut d'association internationale à but non lucratif. Le réseau des membres de SME comprend des ONG, des individus, des professionnels, des bénévoles et autres, y compris des personnes ayant des problèmes de santé mentale, qui sont actifs dans le domaine de la santé mentale, au niveau local, régional, national ou européen, et qui partagent et soutiennent la vision de SME. SME représente l'intérêt commun de ces organisations et membres individuels, et fait du lobbying et plaide en leur faveur au niveau européen.

SME accueille favorablement ce processus de consultation, qui permet aux citoyens européens de faire entendre leur voix dans le cadre de la discussion sur les priorités du budget de l'UE, sa conception et sa mise en œuvre.

SME a invité ses membres à donner leur opinion et commenter le document de consultation. Ce document a pour but de fournir une vue d'ensemble des réponses que SME a reçues.

Des priorités et des besoins changeant en Europe

La santé mentale et le bien-être de la population européenne représentent une ressource précieuse. La bonne santé mentale et le bien être permettent aux citoyens de réaliser leur potentiel intellectuel et émotionnel pour mieux trouver et remplir leurs rôles sociaux, au travail et à l'école. Pour l'Union européenne, la santé mentale et le bien-être contribueront à atteindre certains des objectifs politiques stratégiques de l'UE, tels que la stratégie de Lisbonne de l'UE. D'autre part, la mauvaise santé mentale induit différents coûts, des pertes et charges pour les citoyens ainsi que pour la société.

A l'heure actuelle, des études montrent que ***divers changements ou situations ont cours en Europe, lesquels ont bien souvent un effet négatif sur la santé mentale et le bien-être des individus***¹: le stress au travail a augmenté ces

¹ cf. la réponse de SME au document de consultation de la CE/BEPA sur «La réalité sociale de l'Europe». 2007. (en anglais) <http://www.mhe-sme.org/assets/files/publications/MHE-response-to-europe%27s-social-reality-stocktaking-exerci..pdf>

dernières années en raison de divers facteurs d'insécurité liés aux salaires inférieurs au salaire minimum et insuffisants pour mener une vie décente, à l'augmentation des heures de travail, des demandes, et de la compétition au travail, etc. Pour les personnes qui souffrent déjà de problèmes de santé mentale, la principale difficulté est de conserver leur travail ou bien d'avoir accès à l'emploi. Dans la plupart des cas, les personnes ayant des problèmes de santé mentale sont victimes de discrimination et se voient refuser des emplois, conséquences de la stigmatisation et de la peur qu'ils puissent être «dangereux».

SME estime que l'**éducation** – en particulier pour les enfants et les jeunes - est un outil clef favorisant l'intégration et l'inclusion des personnes ayant des problèmes de santé mentale. Cependant, beaucoup de personnes ayant des problèmes de santé mentale rencontrent des difficultés d'accès à l'éducation. Cela est en particulier le cas dans les zones rurales, qui sont les plus touchées par la pauvreté.

Les implications sociales de la **mutation des rôles des hommes et des femmes** ont plusieurs conséquences sur leur santé mentale et leur bien-être. Plusieurs développements positifs à cet égard sont intervenus en Europe, mais d'autre part, les changements sociaux ont conduit à une situation dans laquelle, tant pour les femmes que pour les hommes, l'insécurité, la controverse et l'indécision prévalent. Cela est souvent exacerbé par ce qui a été décrit ci-dessus, à savoir un marché du travail fortement concurrentiel, le peu de possibilités de poursuivre l'éducation et la formation, un écart qui se creuse de plus en plus entre les pauvres et les riches et des Etats Providence qui ne sont plus en mesure de répondre aux besoins des citoyens. SME pense que, du fait de la stigmatisation et des tabous associés à la maladie mentale, les personnes ayant des problèmes de santé mentale sont bien plus touchées encore par les changements sociaux.

Les problèmes de baisse des taux de natalité et de pauvreté des enfants sont également liés à cette problématique. Sans une attention et une assistance adéquate, la **pauvreté des enfants** continuera d'augmenter en Europe. La maladie mentale est un facteur sous-estimé mais ayant pourtant une influence significative sur la pauvreté des enfants.

Le nombre croissant de **personnes âgées** qui vivent seules conduit à d'importants taux de dépression et d'autres problèmes de santé mentale. L'institutionnalisation de ces personnes perpétue leur exclusion sociale qui est, en elle-même, une violation des droits de l'homme.

La ségrégation de ces personnes, les obstacles mis à leur accès à l'éducation et à l'emploi, la non-reconnaissance de leur droit à choisir où et comment elles veulent vivre, et avec qui, seulement en se basant sur le critère de leur maladie mentale, est inacceptable. Et cela ne concerne pas seulement une petite majorité ou les groupes les plus vulnérables mais la société dans son ensemble, les injustices qui existent en son sein et la désintégration sociale et les conflits qui en résultent.

SME appelle fortement à rétablir l'égalité sociale et l'égalité des chances dans la vie, c'est-à-dire les opportunités qui permettent aux individus d'améliorer leur qualité de vie. **Les mesures de réforme budgétaire de l'UE ne doivent pas être ciblées vers le profit d'une minorité mais vers la prospérité de tous.** Unité, diversité, et cohésion sociale ne peuvent exister qu'à la condition que la vie quotidienne soit satisfaisante pour tous, que chacun puisse saisir les chances qui s'offrent à lui et où chacun puisse bénéficier d'un traitement égalitaire.

SME est convaincue du fait que l'Europe possède d'importantes connaissances relatives aux défis sociaux évoqués ci-dessus. Ce dont nous avons besoin maintenant c'est d'utiliser les ressources de l'UE, y compris son budget, pour promouvoir des solutions innovantes permettant de remporter ces défis et de répondre à ces besoins, afin d'empêcher l'accroissement continu des inégalités, l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. **Les politiques et programmes de l'UE doivent être renforcés afin de promouvoir une meilleure qualité de vie pour tous les européens**, à grande échelle et avec un impact à long terme.

La position de SME sur la réforme du budget de l'UE

SME est convaincue qu'en réformant le budget, l'UE **doit accorder plus d'attention aux défis sociaux**, en particulier ceux qui affectent la santé mentale et le bien être global de la population européenne, tels que la croissance des inégalités et de l'exclusion, l'augmentation de la pauvreté, la détérioration des conditions de travail dans certains secteurs, la dévalorisation des systèmes de protection sociale, le manque d'infrastructures de soin adéquates ainsi que les écarts dans la fourniture et l'intégration des services publics.

Les fonds structurels, et en particulier le Fonds Social Européen, ont un rôle clé à jouer dans ce contexte, car il a permis de faire la différence pour les personnes confrontées à l'exclusion au niveau national. De même, **certains des programmes cadres multiannuels** (par exemple PROGRESS, le programme de santé publique, Daphne) ont aidé à remplir des objectifs sociaux cruciaux. Combattre l'exclusion sociale et promouvoir la justice sociale ainsi que le bien être individuel nécessite d'adopter un ensemble de programmes forts afin de permettre la mise en oeuvre de solutions innovantes.

Dans le domaine de la santé mentale de nombreuses bonnes pratiques innovantes et des services et initiatives indispensables sont pris en charge par les organisations non gouvernementales, opérant au niveau national et local sous des contraintes humaines et financières très lourdes². Le budget de l'UE et ses programmes cadres doivent **assurer le financement de ces projets issus de la base**. Actuellement, plusieurs d'entre eux sont incapables de répondre aux critères de cofinancement de l'UE dont le niveau peut parfois atteindre plus de 40% (voir par exemple le programme de santé publique). C'est tout particulièrement le cas pour les ONG dans l'Union européenne 10+2 Etats Membres, plusieurs d'entre eux ne disposant pas de ressources financières suffisantes pour prendre part aux projets et initiatives de l'UE.

Etendre les dépenses dans le domaine social permettrait de soutenir les objectifs stratégiques et sociaux de l'UE via la promotion de l'apprentissage mutuel, la coopération et le partage des bonnes pratiques parmi les Etats membres.

La **méthode ouverte de coordination** (MOC) est un cadre important pour la promotion de la coordination politique entre les Etats membres afin d'identifier et promouvoir leurs politiques les plus efficaces dans le domaine de l'inclusion sociale, permettant aussi à chacun d'apprendre de l'expérience des autres. Cet instrument

² cf. SME. 2008. De l'Exclusion à l'Inclusion - La voie à suivre pour promouvoir l'inclusion sociale des personnes avec des problèmes de santé mentale en Europe. Une analyse basée sur les rapports nationaux des membres de SME dans les 27 Etats Membres de l'UE. (en anglais) [http://www.mhe-sme.org/assets/files/From%20Exclusion%20to%20Inclusion-Final%20version\(1\).pdf](http://www.mhe-sme.org/assets/files/From%20Exclusion%20to%20Inclusion-Final%20version(1).pdf)

requiert des financements adéquats pour fonctionner correctement et délivrer des résultats. Ces objectifs doivent être soutenus par une politique intersectorielle, qui appelle des financements.

Toute décision relative à la manière de distribuer et dépenser le budget devrait impliquer toutes les personnes qui vivent en Europe et qui, en définitive, payent pour cela. **Les ONG peuvent jouer un rôle clé** en travaillant ou se faisant le porte-parole des inquiétudes de ceux qui sont confrontés à l'exclusion sociale, à la pauvreté et à l'inégalité. Elles peuvent aider à réduire les écarts entre gouvernants et gouvernés, et pour cette raison, leur rôle dans la procédure budgétaire devrait être renforcé.